




NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 27 janvier 2020

Le mouvement continue, c'est Macron qui s'essouffle !

« Si on avait vraiment bloqué pendant 45 jours, et bien Paris serait un beau merdier au sens premier du terme » disait vendredi dernier un égoutier de Paris au journal *Le Monde*. Les égoutiers de Paris, qui perdent en moyenne 17 ans d'espérance de vie, sont en lutte majoritaire depuis le 5 décembre contre le projet de loi sur les retraites. Comme la plupart des travailleurs, ils savent que la nouvelle loi leur promet plus le cercueil au boulot que des jours paisibles après 60 ans. Pendant ce temps-là, un président isolé se radicalise en son palais de l'Élysée.

Tout le monde déteste la réforme !

Alors qu'il promet une retraite prétendue universelle, Macron et son gouvernement se retrouvent presque universellement détestés. Qui reste-t-il pour défendre aujourd'hui la retraite à points et la casse prévue du système par répartition ? À part le grand patronat et les élus de LREM (et encore..), personne. Ce ne sont pas les « régimes spéciaux » qui protestent, ce ne sont pas « les fonctionnaires », ce sont tous les travailleurs : des ouvriers d'usines aux avocats, des profs de facs aux travailleurs de l'énergie. Même le conseil d'État, instance officielle, vient, bien malgré elle, de dévoiler la vérité des prix sur le projet.

Âge d'équilibre : retraite au cimetière ?

La conclusion du Conseil est claire : tout est à jeter. L'âge d'équilibre, censé être une concession du pouvoir est pire que l'âge pivot. On passe de 64 ans à 65 ! La CFDT doit apprécier de servir de paillason, elle qui a dit que c'était le principal point de blocage. Autre sujet, le financement qui passera de 14 % du PIB à 13 %, une paille de quelque 20 milliards d'euros. Évidemment, cela ne fait pas de mal de le redire : toutes les belles projections dans l'avenir sont faites avec un chômage qui ne diminue jamais. En fait tout est pire qu'attendu, le gouvernement a menti sur toute la ligne et se retrouve de plus en plus isolé dans un océan de mécontentements.

La lutte continue !

Vendredi dernier, à la grande surprise de ceux qui proclamaient la grève terminée, les manifestations ont connu une participation comparable à celles de début décembre. La grève est bien évidemment moins puissante à la RATP et à la SNCF, mais les salariés de ces secteurs n'ont pas baissé les bras pour autant. Après plus de 50 jours de contestation, des secteurs nouveaux prennent le relais et amplifient la mobilisation.

Les profs qui ont refusé de faire passer le bac Blanquer/Macron s'organisent partout en assemblées générales. Les hospitaliers, les enseignants chercheurs, les bibliothécaires, les danseurs et musiciens de l'Opéra et à leurs côtés tous les travailleurs de la culture, ceux de Radio France, sans oublier dans de nombreuses villes les territoriaux, les salariés de l'agro-alimentaire, de la chimie ou de l'énergie, sont de plus en plus nombreux dans la bataille.

Partout, des voix s'élèvent. À Lille, vendredi dernier, un avocat déclarait « on n'a pas tous les mêmes régimes, mais on a la même colère ».

Après la lutte des Gilets jaunes, cette longue grève n'est pas terminée. C'est une vague de fond, l'expression d'un profond mécontentement contre un système d'exploitation et d'inégalité qui doit laisser la place. Système dégage !



23 JANV. 2020

Pour les salaires, en Turquie...

En Turquie, à l'occasion des négociations salariales, les travailleurs de plusieurs zones industrielles (dont ceux de l'usine de Renault-Bursa) sont entrés en lutte. Avec une inflation galopante (officiellement de 15% par an) la première « proposition » des directions d'entreprises (6%) est vraiment ridicule. Face au début de mobilisation, les directions sont montées à 10% mais cela est loin d'être suffisant.

Les travailleurs de Turquie ont bien raison de reprendre le chemin de la lutte, c'est le seul, ici comme ailleurs, qui pourra changer la donne.

... comme ici !

La direction espère que la question des retraites ou des attaques du nouveau plan de Compétitivité vont nous faire oublier que nos augmentations générales de salaires sont inférieures à l'inflation depuis 10 ans.

Les Négociations Annuelles Obligatoires arrivent, accompagnées de quelques diversions sous forme de primes d'intéressement. Pour ne pas les laisser nous enfumer, sortons les calechettes et préparons-nous à réclamer notre dû : 300 € par mois en plus pour tous, qu'on soit Renault ou prestataire, c'est le minimum !

La Bourse ou la vie...

Renault serait attaqué par les marchés boursiers, qui spéculent sur l'action à la baisse. Voilà où mène ce système qui marche sur la tête. S'y fier en rêvant à des gains pour les salariés ou simplement espérer qu'il nous épargne, c'est se mettre un doigt dans l'œil. Nous ne serons à l'abri que lorsqu'on le mettra au tapis.

Impossible ? Pas si on s'y met tous ensemble !

Jean-Do a dit

La direction de la com' a inventé une nouvelle rubrique sur l'intranet : *#LeadersQuote* ("citation de leader"). Dommage que Ghosn ait raté ça, on aurait rapidement eu droit à une compilation de ses meilleures citations sous forme de petit livre rouge...

J.-D. Senard ouvre le bal au forum de Davos en expliquant : "La numérisation et la cohabitation de différentes générations remodelent le marché du travail. Les entreprises doivent se transformer pour que tous, jeunes et moins jeunes, travaillent dans un but commun."

Ce que l'on voit sur le terrain, c'est que les plus jeunes ne peuvent trouver du boulot que dans des boîtes de prestation et que les patrons comme Senard ne leur promettent qu'un avenir fait de précarité. Ses bobards, il peut les distiller aux grands de ce monde réunis dans une station de ski huppée, nous, il ne nous embobinera pas.

Petites confidences entre amis

On savait la CFDT du côté du « dialogue social », de la réforme des retraites et finalement du gouvernement. Mais pour être sûr de bien jouer son rôle de caution syndicale d'un projet détesté par bien des salariés, Laurent Berger est allé discuter de la conférence de financement avec des économistes proches de Macron.

Cette conférence qui s'ouvre jeudi 30 janvier va servir à Macron et aux directions syndicales de prétexte pour tenter d'arrêter le mouvement.

Alors quoi de mieux pour préparer l'événement qu'une entrevue avec Jean Pisani-Ferry (directeur du programme d'EM en 2017) et Philippe Aghion (économiste macroniste). Au moins le ton est donné : il s'agira de préparer la mise en place de la réforme. Une chose est claire, ce n'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction.

De l'argent, il y en a, pour financer les retraites !

D'après le rapport Oxfam 2019 sur les inégalités, en France, on compte 41 milliardaires, soit quatre fois plus qu'après la crise financière de 2008. Ils cumulent à eux seuls 329,9 milliards de dollars...

Plus besoin de conférence de financement : aux grands patrons et aux actionnaires de payer pour nos retraites !

Livret A : la baisse des taux intéresse les banques

Le taux d'intérêt du livret A va passer de 0,75 % à 0,50 %. Ce nouveau taux inférieur à l'inflation (entre 1,2 % et 1,5 %) va rogner les maigres économies des classes populaires.

Par cette mesure, le gouvernement appauvrit les plus modestes et sert les banquiers qui veulent récupérer cette épargne pour leurs produits financiers comme... les plans d'épargne retraite privés par exemple !

Jeunes et profs en lutte pour bloquer Blanquer

Après les transports, c'est l'Éducation nationale qui a pris le relais de la lutte contre Macron et sa politique : réforme des retraites, bas salaires, manque de moyens, conditions de travail... et aussi contre la réforme du bac qui accélère la sélection des jeunes selon leur lycée d'origine et alourdit la charge de travail des personnels.

Pas de chance pour le gouvernement, c'est en janvier que commencent les premières épreuves du nouveau bac Blanquer/Macron. Alors les profs se sont mis en ordre de bataille pour les perturber. Plusieurs centaines de lycées ont déjà été touchés par cette grève du bac : blocus lycéens, piquets de grève rejoints par des agents RATP ou SNCF, manif improvisées ou boycott... tout est bon pour montrer à ce gouvernement qu'on ne lâche rien.

Éthique en toc, grenades en stock

Face aux protestations contre les violences policières, Castaner a essayé d'apaiser les colères en annonçant la fin de l'usage de grenades GLI-F4 par la police. Certes, personne ne regrettera ces armes employées pour disperser et mutiler les manifestants. Mais ce coup de com' ne changera rien ou presque puisque les flics de Macron auront un nouveau jouet : les grenades GM2L (le remplacement était d'ailleurs programmé depuis longtemps). Prétendument moins dangereuses, elles sont tout de même assourdissantes et lacrymogènes, et leur explosion peut entraîner de graves lésions.

Et si ça ne suffit pas, les tuniques bleues pourront toujours compter sur leurs matraques, leurs LBD 40 et leurs gazeuses...